

Crise de la dette Dix idées pour sortir de l'absurdité Ingo Schulze

Source : *Süddeutsche Zeitung* et *Le meilleur de la presse européenne* (www.presseurop.eu), 27 janvier 2012

C'est inexplicable mais c'est entré dans nos mœurs : voilà des années que l'on dépouille la collectivité et que l'on ruine la démocratie, dénonce Ingo Schulze. L'écrivain allemand livre ses pistes pour renouer avec le bon sens. Extraits.

Cela faisait quelque chose comme trois ans que je n'avais plus écrit d'article, pour la simple raison que je ne savais plus quoi écrire. Tout saute aux yeux : le délitement de la démocratie, la polarisation économique et sociale croissante entre pauvres et nantis, la ruine de l'Etat social, la privatisation et, partant, la marchandisation de tous les domaines de la vie, et ainsi de suite.

Quand, jour après jour, on nous sert le non-sens comme une chose naturelle, il est normal que l'on finisse, tôt ou tard, par se sentir soi-même malade et déviant. Voici, résumées ici, quelques considérations qui me paraissent importantes :

1. Parler d'atteinte à la démocratie est un euphémisme. Une situation dans laquelle la minorité d'une minorité est habilitée, en toute légalité, à porter gravement préjudice à l'intérêt général au nom de l'enrichissement personnel, est post-démocratique. Le coupable n'est autre que la collectivité elle-même, incapable d'élire des représentants aptes à défendre ses intérêts.

2. On nous serine tous les jours que les gouvernements doivent "regagner la confiance des marchés". Par "marchés", on entend principalement les bourses et les marchés financiers, autrement dit ces acteurs de la finance qui spéculent pour le compte d'autrui ou pour leur intérêt propre, dans le but de dégager un maximum de profit. Ceux-là mêmes qui ont dépossédé la collectivité de montants faramineux. Et les représentants suprêmes du peuple devraient se battre pour regagner leur confiance ?

3. Nous nous indignons à juste titre de la conception de Vladimir Poutine d'une démocratie "dirigée". Mais pourquoi Angela Merkel n'a-t-elle pas été poussée à la démission à l'époque où [elle parlait](#) de "démocratie conforme aux marchés" ?

4. A la faveur de l'effondrement du bloc de l'Est, certaines idéologies se sont muées en hégémonies, et leur emprise a été telle qu'elle en a semblé naturelle. Considérée comme un phénomène en tous points positif, la privatisation en apporte un exemple. Tout ce qui demeurerait entre les mains de la collectivité était jugé inefficace et contraire aux intérêts du client. Ainsi,

l'on a vu émerger un climat ambiant qui devait conduire, tôt ou tard, à déposséder la collectivité de son pouvoir.

5. Autre idéologie à avoir connu un succès retentissant : la croissance. "Sans croissance, il n'y a rien", a décrété un jour la chancelière, il y a des années de cela. On ne peut parler de la crise de l'euro sans citer ces deux idéologies.

6. La langue dont usent les responsables politiques censés nous représenter n'est plus du tout en phase avec la réalité (j'ai déjà vécu une situation similaire en RDA). C'est la langue des certitudes, qui n'est plus mise à l'épreuve de la vie réelle. La politique n'est plus rien d'autre aujourd'hui qu'un véhicule, un soufflet dont la raison d'être est d'attiser la croissance. Le citoyen est réduit à son rôle de consommateur. Or, la croissance en soi ne signifie rien. L'idéal de la société serait le play-boy qui consommerait un maximum de choses en un minimum de temps. Une guerre déclencherait un joli sursaut de croissance.

7. Les questions simples : "A qui cela sert-il ?", "A qui cela profite-t-il ?" sont aujourd'hui jugées déplacées. Ne sommes-nous pas tous dans le même bateau ? Quiconque doute est un apôtre de la lutte des classes. La polarisation sociale et économique de la société est le fruit d'un concert d'incantations selon lesquelles nous aurions tous les mêmes intérêts. Il n'est que de traverser Berlin.

Dans les beaux quartiers, en règle générale, les rares bâtiments à ne pas avoir été rénovés sont les écoles, les crèches, les maisons de retraite, les piscines ou les hôpitaux. Dans les quartiers dits "à problèmes", les bâtiments publics non rénovés se voient moins. C'est aux trous dans la dentition que l'on juge le niveau de pauvreté. Aujourd'hui, on entend souvent le discours démagogique consistant à dire que nous avons tous vécu au-dessus de nos moyens, que tous, nous sommes gourmands.

8. Nos élus ont précipité et précipitent encore systématiquement la collectivité dans le mur en la privant de ses rentrées. Le taux maximum d'imposition allemand a été ramené de 53 à 42 % par le gouvernement Schröder, et l'impôt sur les sociétés a été quasiment divisé par deux entre 1997 et 2009 pour s'établir à 29,4 %. Personne ne devrait donc s'étonner d'entendre que les caisses sont vides, alors que notre produit intérieur brut augmente d'année en année.

9. Je vais vous raconter une histoire : ce qui nous était jadis vendu comme une divergence profonde entre l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest nous est aujourd'hui présenté comme une disparité radicale entre les pays. En mars dernier, je présentais à Porto, au Portugal, la traduction de l'un de mes livres.

En un instant, une question émanant du public a fait basculer l'ambiance, jusqu'alors amicale et intéressée. Subitement, nous n'étions plus que des Allemands et des Portugais assis face-à-face en chiens de faïence. La question était déplaisante – n'avions-nous pas l'impression, c'est-à-dire n'avais-je pas l'impression, moi, l'Allemand, de faire avec l'euro ce que nous n'avions pas réussi à faire jadis avec nos panzers ?

Dans le public, personne n'a rien trouvé à y redire. Et j'ai réagi instinctivement, comme attendu, c'est-à-dire en tant qu'Allemand : vexé, je répondais que nul n'était obligé d'acheter une Mercedes, et que les Portugais devaient s'estimer heureux d'obtenir des crédits à des tarifs plus compétitifs que dans le privé. En prononçant ces paroles, j'entendais la voix des médias allemands.

Pendant le brouhaha qui a suivi mes propos, je suis finalement revenu à la raison. Et puisque j'avais le micro à la main, j'ai bredouillé dans mon anglais approximatif que j'avais réagi de manière aussi imbécile qu'eux, et que nous tombions tous dans le même panneau en prenant instinctivement parti pour nos couleurs nationales, comme au football.

Comme si le problème venait des Allemands et des Portugais, et non des disparités entre pauvres et nantis, et donc de ceux qui, au Portugal comme en Allemagne, sont à l'origine de cette situation et en tirent profit.

10. Nous serions en démocratie si la politique, par le jeu des impôts, du droit et des contrôles, intervenait sur la structure économique existante et contraignait les acteurs des marchés à suivre une certaine voie compatible avec les intérêts de la collectivité. Les questions qu'il convient de poser sont simples : A qui cela sert-il ? A qui cela profite-t-il ? Est-ce bon pour la collectivité ? Ce qui revient au bout du compte à se poser la question suivante : De quelle société voulons-nous ? Voilà ce que serait pour moi la démocratie.

C'est ici que je m'arrête. Je pourrais vous parler du reste, de ce professeur qui confessait renouer avec la vision du monde qu'il avait à 15 ans, d'une étude de l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich, qui a étudié l'interpénétration des entreprises pour arriver au chiffre de 147 – 147 groupes qui se partagent le monde, et dont les 50 plus puissants sont des banques et des assureurs, je vous dirais bien aussi qu'il convient de renouer avec le bon sens et de trouver des personnes qui partagent le même point de vue que vous, parce qu'on ne peut pas être seul à parler une langue. Et je vous dirais que j'ai retrouvé l'envie d'ouvrir mon clapet.

Traduction : Caroline Lee